



Dans ce numéro :

SENEGAL : Journée Internationale de la femme : Fonds de 13 milliards pour le renforcement des capacités économiques des femmes du Sénégal.

1-2

CINU-HCDH : Journée Internationale de la femme : Pour une meilleure prise en compte des droits de la femme en milieu carcéral

3-4

FAO : Le Représentant de la FAO Sénégal offre des bacs micro jardins poulaillers à des femmes productrices de légumes à Dakar, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme.

5-6

ONUDD : Lancement du rapport 2013 de l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants.

7

HCR : Inquiétude du HCR face aux centaines de personnes fuyant les attaques dans la région du lac Tchad au Nigéria.

8

HCR : Le HCR exhorte à aider davantage les réfugiés centrafricains et sud-soudanais.

9-10

Journée Internationale de la femme : Fonds de 13 milliards pour le renforcement des capacités économiques des femmes du Sénégal.



Anta Sarr, Ministre de la femme, de la famille et de l'Enfance (foulard blanc) à coté de. Abdoulaye Seck, Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural, Joséphine ODERA, Directrice du bureau Régional ONU-Femmes (extrême droite)

La célébration de la Journée Internationale de la femme 2014, est marquée par la présence de trois ministres du gouvernement à l'hôtel King Fahd Palace ex Méridien Président: celui de la femme, de la famille et l'enfance ; de la santé et de l'action sociale et enfin de l'Agriculture et de l'Equipement rural. Aminata TOURE, Premier Ministre est venue au cours des débats pour montrer aux femmes l'importance qu'elle

accorde à leur émancipation. Les groupements féminins se sont fortement mobilisés pour donner à la fête son cachet populaire.

Plusieurs communications ont été développées par des expertes. Les thématiques aussi pertinentes les unes que les autres ont porté principalement sur le rôle que la femme sénégalaise doit pouvoir jouer dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), l'Agenda Post 2015 et dans l'Agriculture. « **L'égalité entre les sexes est-elle un slogan ou une formule qui traduit la réalité ?** » s'interroge Maréma Touré, chef section Sciences humaines et sociales à l'UNESCO-BREDA. Elle a fait une introduction générale dans

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal. Adresse : Lot N°20, Route des Almadies, en face Hôtel Azur - BP 154 Dakar (Sénégal). E-mail : unic.dakar@unic.org — Site Web : <http://dakar.sites.unicnetwork.org>



Aminata Touré, Premier Ministre lors de sa déclaration

laquelle elle a mis en exergue les différentes étapes de la lutte pour la promotion de la femme africaine en général et de la sénégalaise en particulier depuis Maputo. Pour Astou Diop Diagne, Consultante en genre et développement, des avancées significatives ont été notées en termes d'accès et de position des femmes dans les institutions publiques.

Parmi les acquis, elle note une amélioration du statut juridique de la femme et l'existence d'un cadre institutionnel. En plus, les femmes occupent de plus en plus des emplois jusqu'ici réservés aux hommes (armée – police – gendarmerie). Ces résultats sont rendus possi-

bles grâce à l'engagement de l'Etat. Cependant, selon Astou, l'accès des femmes aux ressources doit être amélioré. Plusieurs thématiques ont été abordées dont la lutte contre les violences faites aux femmes. A ce sujet, l'agenda post 2015 doit être étudié sous l'angle des défis et des opportunités pour la femme sénégalaise. L'accent a été également mis sur l'importance de l'accès des femmes aux moyens de production pour booster l'agriculture sénégalaise. La nécessité d'une mutation des groupements féminins en entreprises a été soulignée par le Ministre de la femme, de la famille et de l'Enfance. Pour Anta Sarr, la période des groupements est révolue car il est question que les femmes accèdent à des financements beaucoup plus substantiels pour mener correctement leur activités de développement.



Une vue de l'assistance

Compte tenu de la pertinence des thématiques débattues, Anta Sarr est persuadée que les résultats sortis de cette journée permettront au Sénégal de fournir une contribution de haute facture lors de la

58^{ème} session des Nations Unies sur la condition de la femme qui tiendra à New York du 10 au 21 mars 2014. « **Nous serons votre porte-voix pour restituer fidèlement vos propositions** » a promis le Ministre. Enfin le Premier Ministre, Aminata TOURE, a parlé brièvement de quelques réalisations du Gouvernement pour améliorer la situation des femmes sénégalaises avec : la distribution des bourses familiales – la loi sur la nationalité – et le renforcement des capacités économiques des femmes avec la création d'un fonds de 13 milliards de francs CFA . Pour joindre l'utile à l'agréable, l'ensemble lyrique traditionnel du Théâtre Daniel Sorano, a fait vibrer la salle aux



Ensemble lyrique traditionnel de SORANO

sons de rythmes puisés dans le répertoire traditionnel sénégalais.

Journée Internationale de la femme : Pour une meilleure prise en compte des droits de la femme en milieu carcéral

A l'occasion de la journée internationale de la Femme, l'Association des Juristes Sénégalaises (AJJS), l'Observateur National des Lieux de privation de liberté (ONLPL) et l'Association des Femmes Médecins, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le soutien financier de l'Ambassade de Grande-Bretagne ont visité la maison d'arrêt de Liberté VI pour y rencontrer les femmes détenues.



De gauche à droite : Thieyacine Sall, Andrea Ori, Fatou K. Camara, Mi-nielle Baro

Lors de cette visite, des consultations juridiques, médicales et d'assistances sociales gratuites ont été offertes aux détenues. Maguette Dieng, une juriste de l'AJJS a rencontré plusieurs femmes détenues. **« La situation de ces femmes est parfois dramatique »** explique-t-elle. **« J'ai discuté avec une femme qui est ici depuis 3 ans sans avoir encore été jugée. Et ce n'était malheureusement pas un cas isolé »**. D'autres cas ont retenu l'attention de Madame Dieng : **« Il s'agit des cas d'infanticide**

qui sont très nombreux ici. La plupart du temps ce sont des femmes issues de milieu défavorisé et qui se sont retrouvées enceintes, parfois à la suite de viol ce sont des femmes issues de milieu défavorisé et qui se sont retrouvées enceintes, parfois à la suite de viol ou d'inceste. Devant l'impossibilité de garder l'enfant, elles ont commis un acte que la justice a sanctionné de peine allant jusqu'à 10 ans de détention. »

Plusieurs situations ont été dénoncées par Fatou Kine Camara, Présidente de l'AJJS : **« Nous insistons vraiment pour que la justice se prononce dans un délai raisonnable sur les cas de détention préventive. Il n'est pas acceptable que ces femmes restent enfermées sans avoir été jugées. Nous allons d'ailleurs les accompagner en leur fournissant un avocat qui se chargera du suivi de la procédure. »**

Aissatou Cisse, Ministre Conseiller du Président a également participé à la visite. Elle a regretté que les personnes vivant avec un handicap ne soient pas mieux prises en compte. **« J'ai vu une déficiente intellectuelle qui n'a clairement pas sa place dans cette prison. »**

Pour le Représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Andrea Ori, ces consultations s'inscrivent dans la promotion du respect des droits fondamentaux, et notamment de la présomption d'innocence. **« Notre rôle est d'accompagner la société civile et l'équipe de l'Observateur afin de les aider à veiller au respect de la dignité humaine dans les prisons, mais la journée internationale de la femme est l'occasion**

d'insister sur le droit à l'égalité des femmes dans l'accès à la justice. Il ne peut y avoir de discrimination dans le système judiciaire, alors même qu'il est censé protéger les droits fondamentaux de tous. »

Dans les prochaines semaines, d'autres prisons pour femmes seront visitées, notamment à Rufisque, à Thiès et à Kaolack. L'objectif est de produire un rapport sur la situation des femmes en milieu carcéral au Sénégal à l'intention des autorités étatiques et des différents acteurs pour informer et sensibiliser davantage sur la situation de ces femmes.



Andrea Ori, le Représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Ce rapport s'inscrit dans la continuité des travaux de l'Observateur National des Lieux de privation de liberté, Boubou Tall, dont la mission principale est la surveillance des droits humains et l'éradication de la torture dans tous les lieux de privation de liberté. Au-delà de ces visites régulières dans les différentes prisons du pays, l'Observateur

a été à l'initiative de l'atelier national sur la situation carcérale au Sénégal organisé en décembre 2013 et dont les recommandations viseront à améliorer la situation carcérale et notamment à moderniser les établissements pénitentiaires, humaniser l'exécution des peines et favoriser la réinsertion sociale des détenus.

« Notre rôle est d'accompagner la société civile et l'équipe de l'Observateur afin de les aider à veiller au respect de la dignité humaine dans les prisons, mais la journée internationale de la femme est l'occasion d'insister sur le droit à l'égalité des femmes dans l'accès à la justice. Il ne peut y avoir de discrimination dans le système judiciaire, alors même qu'il est censé protéger les droits fondamentaux de tous. »

Andrea Ori, Représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Le Représentant de la FAO Sénégal offre des bacs micro jardins poulaillers à des femmes productrices de légumes à Dakar, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme.

A l'occasion de la célébration de la Journée Internationale de la Femme du 8 mars 2014 sous le thème. « L'égalité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous », le Représentant de la



Le Représentant de la FAO entouré de « Maman Africa » et de son groupe de femmes bénéficiaires de micro jardinage

FAO au Sénégal, M. Vincent Martin s'est rendu sur le site de micro jardin du Rond-Point de Liberté 6 à Dakar, le lundi 10 mars 2014. Le Représentant était accompagné par les femmes de la FAO Sénégal pour rendre hommage aux productrices de légumes dans le site du Rond-point de Liberté 6. Le projet de micro jardinage de la FAO financé par la coopération italienne avec la ville de Milan a appuyé 7 mil- le bénéficiaires femmes dans la ville de Dakar.

Le site de micro jardinage du Rond-Point de Liberté 6 regroupe 110 bénéficiaires qui produisent des légumes sains au profit des citoyens. Les femmes du projet de micro jardinage ont fait un label de leurs produits pour répondre à des besoins d'une alimentation saine avec des produits sains. Les femmes du site de Liberté 6 viennent d'horizons divers : mouvement des femmes catholiques, étudiantes, membres de centre de formation, et sont réunies pour atteindre le même objectif de produire des légumes frais et sains dans les maisons et les espaces communautaires. « **Le micro-jardinage est au cœur de l'alternative d'une agriculture familiale, d'une agriculture urbaine et périurbaine dans un contexte familial** », selon M. Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal, qui qualifie le micro jardinage de « **projet visionnaire** », surtout pour les femmes.



Visite guidée du site du micro jardin par Mame Penda Diouf avec le Représentant de la FAO Sénégal, Vincent Martin

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) accompagne les femmes sénégalaises à travers le micro-jardinage, pour contribuer à la sécurité alimentaire tout en leur assurant une autonomisation, affirme M. Martin. Selon la Responsable du site de micro jardin du Rond-Point Liberté 6, c'est une activité qui a beaucoup de potentialités et l'intérêt serait



Le Représentant de la FAO a offert des paniers de la ménagère avec les produits frais de micro jardin aux femmes de la FAO

d'arriver à faire un label de ces produits sains qui ont une réelle valeur nutritionnelle. Mame Penda Diouf, affectueusement surnommée «**Maman Africa** », a sillonné plusieurs pays d'Afrique et du monde, grâce à ce projet appuyé par la FAO pour bénéficier de formation lui permettant d'acquérir un savoir-faire avéré dans la production de produits sains au profit des citoyens. La technologie du micro-jardinage est simple et peu coûteuse, car consistant à cultiver des légumes sur des tables, des ustensiles de récupération, caissons de poissons, bref, tous les

conteneurs usagés en plastique ou en bois. Les micros-jardins peuvent être aménagés partout où il y a un espace ensoleillé d'au moins 6 heures de temps par jour, explique la Responsable du site. C'est ainsi que des familles peuvent s'adonner à l'activité agricole sur les terrasses, patios, ou cours de maison et produire ainsi des légumes de très bonne qualité pour leur propre consommation d'abord, sachant qu'elles peuvent revendre le surplus. Dans son site de Liberté 6, «**Maman Africa**» partage ses secrets avec son groupe de 110 femmes et elle insiste pour qu'on y associe les jeunes afin de pérenniser ce programme qui a de beaux jours devant lui.

Pour le Représentant de la FAO, les jeunes peuvent, via ce programme, devenir des modèles et accompagner les femmes à développer des business-modèles visant à asseoir des activités rentables. Au cours de la visite, M. Martin a offert gracieusement aux femmes du site de Liberté 6 et à titre symbolique, un bac micro jardin poulailler confectionné par la Direction de l'horticulture dans le cadre du partenariat avec l'Etat sur le programme micro jardins.



Le bac micro jardin poulailler offert aux femmes du micro jardin par la FAO et la Direction de l'Horticulture

Les bacs ont été lancés en 2011 par la Direction de l'horticulture pour améliorer les revenus des groupements de femmes qui s'activent dans le micro jardinage. Avec ce cadeau fait aux femmes à l'occasion de la célébration du 8 mars, Journée Internationale de la Femme, le Représentant de la FAO voudrait les inciter à mieux et plus produire pour une bonne nourriture des familles et particulièrement des enfants, afin de garantir une bonne sécurité alimentaire et nutritionnelle

Pour le directeur de l'Horticulture, Dr Macoumba Diouf, l'Etat est interpellé pour faire de sorte que ces outils qui peuvent contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire, puissent être accessibles à tous. Ces bacs présentent deux compartiments pouvant accueillir chacun 15 poussins, en plus de l'éta-ge dédié au micro-jardinage.

Lancement du rapport 2013 de l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants.

Le rapport mondial de l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants (OICS) a été lancé ce matin dans les locaux du Bureau Régional de l'ONU DC (Office des Nations-Unies contre la drogue et le crime). Il met l'accent sur la prévention, le coût et les tendances régionales de l'usage des drogues.



De gauche à droite : Birame Ndao (UNODC), Ludovic D'Hoore (UNODC), Minielle Baro (CINU)

Au cours d'une conférence de presse, Ludovic D'Hoore, conseiller en matière de lutte contre le blanchiment a présenté le rapport 2013 de l'OICS. D'emblée, il a précisé le rôle de cette institution comme organe chargé de contrôler l'enca-drement par les Etats de la production, du commerce et de l'utili-

sation des drogues à des fins strictement médicales et scientifiques. Ensuite, entrant dans le vif du sujet, Ludovic D'Hoore a fait état de la situation du continent africain qui connaît des problèmes liés au trafic illicite, ainsi qu'à la consommation et à l'abus de stupéfiants. Ces substances peuvent être classées plusieurs catégories, parmi lesquelles les trois suivantes posent particulièrement problème en Afrique de l'Ouest. Il s'agit du cannabis, de la cocaïne et des métamphétamines ou drogues synthétiques. Ces dernières sont une nouvelle tendance et sont devenues une préoccupation du fait de leur production dans certains pays en Afrique de l'Ouest et de leur coût qui les rend accessibles aux populations locales.

Le rapport recommande notamment de mettre l'accent sur la prévention. Il souligne que pour **« chaque dollar dépensé en prévention, on peut économiser jusqu'à 10 dollars U. S »**



«Pour chaque dollar dépensé en prévention, on peut économiser jusqu'à 10 dollars U. S » Rapport 2013 de l'ONU DC

Inquiétude du HCR face aux centaines de personnes fuyant les attaques dans la région du lac Tchad au Nigéria.

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés a fait part de sa préoccupation croissante concernant l'impact humanitaire de la violence continue dans le nord-est du Nigéria et a souligné l'importance de protéger les civils. Interrogés par les collaborateurs du HCR au Niger, des réfugiés arrivés récemment ont décrit les atrocités commises sur les îles et les rives du lac Tchad dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigéria.



Un groupe de réfugiés est rassemblé dans la cour de la maison d'un habitant de Bosso, au Niger. Pendant la nuit, ils sont accueillis par d'autres familles de la région

« Une femme a déclaré avoir vu des cadavres éparpillés autour des maisons et flottant dans l'eau. Elle a ajouté que les habitants craignaient même de rester sur place pour enterrer leurs morts ou retrouver leurs proches disparus. D'autres personnes ont raconté qu'elles avaient fui leur village en pleine fusillade et que des femmes et des enfants étaient enlevés par des assaillants non identifiés », a déclaré ce mardi Adrian Edwards, le porte-parole du HCR, aux journalistes. Les dernières attaques au-

raient commencé mi-février et se poursuivaient il y a cinq jours, a-t-il précisé. « **Notre partenaire, le Comité international de secours (IRC)**, a indiqué que 2 000 personnes au total avaient franchi la frontière vers la région de Diffa au sud-est du Niger au cours des quatre dernières semaines », a ajouté Adrian Edwards. Outre les attaques sur le lac Tchad, certains réfugiés arrivés récemment provenaient de zones de conflit situées près de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno.

« **Le HCR rappelle à toutes les parties au conflit dans le nord-est du Nigéria l'importance vitale de protéger les civils contre le danger** », a insisté Adrian Edwards. L'insurrection actuelle dans les trois Etats du nord-est du Nigéria, Yobe, Adamawa et Borno, a provoqué le déplacement de plus de 470 000 personnes à l'intérieur du pays. A cela s'ajoutent les réfugiés fuyant vers les pays voisins, Cameroun, Tchad et Niger.

Depuis que le Nigéria a déclaré l'état d'urgence dans les trois Etats en mai 2013, plus de 57 000 personnes ont fui vers le Cameroun, le Tchad et le Niger. Parmi eux, 17 000 sont enregistrés comme réfugiés nigériens. Les autres sont des ressortissants des pays voisins qui vivaient au Nigéria depuis des décennies. Le Niger accueille la majorité d'entre eux - quelque 40 000 réfugiés concentrés dans la région de Diffa, un désert situé à l'est du pays.

Le HCR exhorte à aider davantage les réfugiés centrafricains et sud-soudanais.

Le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) a fait part de sa préoccupation croissante sur les besoins immédiats des réfugiés centrafricains et sud-soudanais arrivant dans les pays voisins, en particulier au Tchad, au Cameroun et en Ethiopie.



Une déplacée centrafricaine fait le point sur sa situation là où elle a trouvé refuge, dans une église de Boali, une ville au nord de Bangui

« *Nous appelons nos partenaires et les gouvernements de ces pays à aider à accélérer l'aide à ces populations qui, bien que relativement limitées en nombre, ont néanmoins d'urgence besoin d'assistance* », a indiqué Melissa Fleming, porte-parole du HCR, aux journalistes à Genève.

Les crises au Soudan du Sud et en République centrafricaine (RCA) ont toutes les deux causé – pour ces dernières années – l'un des plus importants déplacements

de populations en Afrique, tant des réfugiés que des déplacés internes. Plus de 1,8 million de personnes dans la région sont déracinées avec très peu de capacités pour leur venir en aide.

Au Soudan du Sud, il y a près de 740 000 personnes déplacées internes. Par ailleurs, 196 000 réfugiés sud-soudanais se trouvent dans des pays voisins. Selon les Nations Unies, d'ici juin, jusqu'à 3,2 millions de personnes pourraient avoir besoin d'aide humanitaire. L'approvisionnement en vivres constitue déjà un problème.

En République centrafricaine, on compte un peu plus de 700 000 déplacés internes. Par ailleurs, 290 000 réfugiés centrafricains ont rejoint d'autres pays. Plus de la moitié sur 4,6 millions de personnes ont actuellement besoin d'une aide humanitaire.

« *Au Tchad, au Cameroun, en Ethiopie et dans d'autres pays où sont arrivés des réfugiés, l'effort d'aide pour ces personnes ayant fui des conflits doit s'intensifier de toute urgence* », a déclaré Melissa Fleming.

Au Cameroun, quelque 30 820 réfugiés sont déjà arrivés en 2014 depuis la République centrafricaine et ils sont confrontés à des pénuries d'eau potable, de vivres et d'abri. Beaucoup sont physiquement en mauvaise santé. Ils souffrent de paludisme, de diarrhées et d'infections respiratoires contractées durant la période où ils se cachaient dans la brousse en RCA.

« *Beaucoup d'enfants âgés de moins de cinq ans souffrent, à divers degrés, de malnutrition qui est également liée à une pénurie de vivres en RCA. Les communautés locales sont également mises à rude épreuve du fait de l'afflux. Une aide est également nécessaire pour eux* », a déclaré Melissa Fleming.

Elle a noté qu'au sud du Tchad, quelque 8 000 réfugiés centrafricains se trouvent dans la région de Sido. Beaucoup sont sans abri et campent en plein air sous les arbres. Le manque d'eau potable et de latrines est problématique. **« Les camps de réfugiés existants dans cette région du Tchad sont saturés avec les nouvelles arrivées. Le HCR plaide auprès du gouvernement pour identifier un nouveau site où nous pouvons mieux répondre aux besoins des réfugiés, notamment pour l'alimentation, l'eau potable, les latrines et les services de santé »**, a expliqué Melissa Fleming.

En Ethiopie, le personnel du HCR sur le terrain a vu des réfugiés arriver en très mauvaise santé en raison du manque de nourriture à l'intérieur du Soudan du Sud et des longues distances que beaucoup ont effectuées à pied avant de rejoindre les zones frontalières de Pagak et d'Akobo. Une évaluation médicale menée la semaine dernière a révélé que 27,7 pour cent des enfants souffraient de malnutrition aiguë globale et 11,1 pour cent de malnutrition aiguë sévère.

« Avec nos partenaires, nous avons immédiatement mis en place un programme d'alimentation complémentaire pour les enfants de moins de cinq ans ainsi que les femmes enceintes et allaitantes », a indiqué Melissa Fleming. **« Le nombre croissant de nouveaux arrivants met à rude épreuve les ressources humanitaires disponibles. »**

Pendant ce temps, le financement des situations d'urgence pour la République centrafricaine et le Soudan du Sud reste bien inférieur aux besoins. Concernant la République centrafricaine, les Nations Unies recherchent, pour l'année 2014, la somme de 551 millions de dollars. Sur cette somme, les besoins du HCR s'élèvent à 112 millions de dollars et seulement neuf pour cent de ce montant a déjà été reçu. Concernant le Soudan du Sud, les Nations Unies recherchent 1,27 milliard de dollars pour la période d'ici juin 2014. La part du HCR s'élève à 55 millions de dollars et elle est financée seulement à hauteur de 12,4 millions de dollars.

« Les camps de réfugiés existants dans cette région du Tchad sont saturés avec les nouvelles arrivées. Le HCR plaide auprès du gouvernement pour identifier un nouveau site où nous pouvons mieux répondre aux besoins des réfugiés, notamment pour l'alimentation, l'eau potable, les latrines et les services de santé »

Melissa Fleming porte-parole du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR)